

Mise en ligne le 02.10.2023



Réf dossier : 9278
N° ordre de passage : 46
N° annuel : C2023_0547

DÉLIBÉRATION **RÉUNION DU CONSEIL DU 25 SEPTEMBRE 2023**

Penser et aménager le territoire durablement - Planification urbaine - - PLU de la Métropole Rouen Normandie - Déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 portant sur la création d'un pôle d'équipements sur la commune de Saint-Martin-de-Boscherville - Décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale suite à l'avis conforme de l'autorité environnementale

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Métropole Rouen Normandie, approuvé le 13 février 2020, a fait l'objet de plusieurs modifications depuis son entrée en vigueur. Le 2 mai 2023, le Président a prescrit, par arrêté, une déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU portant sur la création d'un pôle d'équipements sur la commune de Saint-Martin-de-Boscherville.

Objet du projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU

Il est nécessaire de procéder à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU, conformément à l'article L 300-6 du Code de l'Urbanisme, en vue de permettre la réalisation d'un pôle d'équipements sur la commune de Saint-Martin-de-Boscherville comprenant :

- La construction d'un nouveau Centre d'Incendie et de Secours,
- L'extension et la réhabilitation de la salle polyvalente existante.

Le projet de pôle d'équipements porte sur les parcelles D 613, 264, 33, 36 et 37, sises route de Quevillon à Saint-Martin-de-Boscherville. De plus, les communes de Sahurs, Hénouville, Quevillon et Saint-Pierre-de-Manneville seront également desservies par la nouvelle caserne.

La construction de ce nouveau Centre d'Incendie et de Secours représente un enjeu majeur pour le territoire au regard de la caserne existante en centre bourg qui est vétuste et dont les locaux sont étroits et difficiles d'accès. Cette nouvelle caserne permet de respecter le maillage des casernes existant et de réduire le temps d'intervention des sapeurs-pompiers lors de leurs interventions.

La réhabilitation et l'agrandissement de la salle des fêtes visent à réduire l'impact visuel en améliorant l'insertion paysagère du site et du bâtiment et à participer au rayonnement culturel de la commune.

L'objectif de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU est de modifier le

classement d'une emprise de 6 258 m² de la zone urbaine à vocation d'habitat (UBA2) et d'une emprise 2 345 m² de la zone naturelle (NO) afin d'intégrer ces 8 603 m² en zone urbaine d'équipements (UE).

Ainsi, ce projet d'évolution du PLU impacte la pièce suivante :

- 4.2.1- règlement graphique - Planche 1 - plan de délimitation des zones - plan 19

L'examen au cas par cas ad hoc de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU

Cette évolution du PLU, telle que décrite précédemment, est soumise aux nouvelles dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme en vertu du décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021.

• La procédure d'examen au cas par cas ad hoc

Ces nouvelles dispositions précisent que pour certaines procédures d'évolution du PLU, telle que la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité, la personne publique responsable évalue les incidences de son projet au travers d'un examen dit « cas par cas ad hoc » ou « cas par cas porté par la personne publique responsable ». Ce cadre d'examen au cas par cas permet à la collectivité compétente d'analyser les incidences de son projet d'évolution de son document d'urbanisme et de proposer à l'autorité environnementale compétente de ne pas réaliser d'évaluation environnementale en l'absence d'incidence négative significative. L'autorité environnementale rend alors un avis conforme sur la nécessité ou non d'une évaluation environnementale. Puis, l'organe délibérant de la collectivité compétente doit entériner par délibération sa décision en motivant ce choix.

• L'examen au cas par cas ad hoc de la déclaration de projet n° 1 emportant mise en compatibilité du PLU visant à démontrer l'absence d'incidence significative sur l'environnement et la santé humaine

Conformément à ces nouvelles dispositions, la Métropole a procédé à l'analyse des incidences de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU. Cet examen a permis de confirmer l'absence d'incidences notables sur l'environnement et la santé des évolutions portées par cette évolution. La Métropole a saisi la Mission Régionale d'Autorité environnementale de Normandie (MRAe) le 10 mai 2023, aux fins de rendre un avis conforme sur la base des arguments portés par le dossier de cas par cas de la Métropole Rouen Normandie, conformément à la procédure définie aux articles R 104-33 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Par un avis conforme exprès n° MRAe 2023-4907 rendu le 22 juin 2023, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) confirme l'analyse de la Métropole et estime que ledit projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ne nécessite pas d'évaluation environnementale, au regard de l'exposé suivant :

La déclaration de projet vise à la création d'un pôle d'équipements publics sur la commune de Saint-Martin-de-Boscherville, comprenant :

- l'extension et la réhabilitation d'un équipement communal existant (salle des fêtes),
- la construction d'un nouveau Centre d'Incendie et de Secours (CIS).

Le site retenu pour le projet se situe en continuité de la zone UBA2 au pied de la route départementale en entrée de bourg de Saint-Martin-de-Boscherville. Il est compris dans le périmètre du site inscrit de la Boucle d'Anneville, à proximité du site classé de la vallée de la Seine - Boucle de Roumare et dans le périmètre des abords de deux monuments historiques. Il est occupé en partie par une parcelle en prairie et concerné par la présence d'un axe de ruissellement. Le projet est situé à proximité de la zone Natura 2000, mais n'impacte pas directement la zone.

Le projet nécessite la mise en compatibilité du PLU qui se traduit par la modification du plan de zonage. Celle-ci implique la création d'un secteur de zone UE correspondant au projet de pôle d'équipements publics, d'une emprise totale de 8 603 m², par reclassement :

- de 6 258 m² de surface actuellement classée en zone urbaine mixte à vocation d'habitats (UBA2), sur laquelle est implantée la salle des fêtes,
- de 2 345 m² de surface actuellement classée en zone naturelle ouverte (NO).

Le choix du zonage UE permet l'accueil du projet tout en limitant au maximum l'extension de la zone urbaine aux besoins d'une opération d'intérêt général.

La commune, la Métropole et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ont travaillé en amont avec le Conseil en Architecture Urbanisme et Environnement (CAUE) et l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Le scénario retenu permet d'optimiser l'intégration du projet dans son environnement proche et lointain, via :

- Une gestion économe de l'espace pour limiter l'emprise du projet,
- Une gestion des volumes en lien avec la topographie, pour une meilleure intégration dans le grand paysage (depuis le haut de coteau) et dans le respect de la co-visibilité vis-à-vis de l'abbaye Saint-Georges-de-Boscherville,
- Un traitement paysager des interfaces avec les espaces naturels et agricoles limitrophes (haies, plantations d'essences locales, mise en place noues...), ce qui permet de consolider la trame verte et bleue,
- Une large place laissée à la verdure au sein de l'opération, notamment par une désimperméabilisation partielle du parking existant de la salle des fêtes et un traitement adapté des espaces de stationnement limitant la place de la voiture dans le paysage,
- Une réflexion sur l'intégration des dispositifs techniques (antenne notamment),
- Le choix des matériaux de construction (durable et biosourcé).

Le projet d'implantation du Centre d'Incendie de Secours conduit à améliorer l'intégration de la salle des fêtes existante dans son environnement.

Les enjeux environnementaux ont été identifiés et ont été pris en compte dans les choix retenus pour le projet de pôle d'équipements publics.

Au regard de cet exposé, les évolutions de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU ne génèrent pas d'incidence significative sur l'environnement et la santé humaine. Il est donc proposé au Conseil métropolitain d'acter la décision de ne pas réaliser d'évaluation

environnementale pour cette déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU.

Le Quorum constaté,

Le Conseil métropolitain,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-2,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L 122-4 à L 122-11 et R 122-17 et R 122-23,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 300-6, L 104-1 à L 104-3 et les articles R 104-28 à R 104-37,

Vu les statuts de la Métropole,

Vu l'arrêté du Président n° 23.186 du 2 mai 2023 prescrivant l'engagement de déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU,

Vu l'avis conforme exprès n° MRAe 2023-4907 du 22 juin 2023 confirmant la dispense d'évaluation environnementale sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU, après examen au cas par cas de la Métropole Rouen Normandie, en application de l'article R 104-33 du Code de l'Urbanisme, annexé à la présente délibération,

Ayant entendu l'exposé de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- qu'en qualité de personne publique responsable de ce projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU, la Métropole a réalisé un examen au cas par cas ad hoc, qui conclut en l'absence d'incidence significative sur l'environnement et la santé humaine des évolutions portées par ce projet,
- que l'autorité environnementale confirme l'analyse de la Métropole par son avis conforme exprès de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour la déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU,
- qu'après réception de l'avis conforme de l'autorité environnementale, une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale par le Conseil métropolitain, en tant qu'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, doit être prise conformément à l'article R 104-36 du Code de l'Urbanisme,

Il est procédé au vote à 22h49.

Décide à l'unanimité :

- qu'il n'est pas nécessaire de réaliser d'évaluation environnementale dans le cadre de la déclaration de projet valant mise en compatibilité n° 1 du PLU.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation en vigueur.

Fait à ROUEN les jour, mois et an susdits.

SUIVENT LES SIGNATURES
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE

LE PRÉSIDENT

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi via l'application informatique "télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

RÉUNION DU CONSEIL DU 25 SEPTEMBRE 2023 À 18H00

Sur convocation des 15 et 19 septembre 2023

Etaient présents :

M. AMICE (Saint-Pierre-de-Manneville), M. BARON (Freneuse), M. BARRE (Oissel), M. BEREGOVOY (Rouen) jusqu'à 21h28, M. BIGOT (Petit-Couronne), Mme BIVILLE (Saint-Etienne-du-Rouvray), Mme BONA (Ymare) jusqu'à 20h35, M. BONNATERRE (Caudebec-lès-Elbeuf) jusqu'à 22h48, Mme BOTTE (Oissel), Mme BOUCQUIAUX (Saint-Léger-du-Bourg-Denis), Mme BOULANGER (Canteleu), Mme BOURGET (Houpeville), M. BREUGNOT (Gouy), M. BUREL (Canteleu), M. CAILLOT (Elbeuf), M. CALLAIS (Le Trait), Mme CARON Marie (Canteleu) jusqu'à 22h20, Mme CERCEL (Tourville-la-Rivière), Mme CHABERT-DUKEN (Mont-Saint-Aignan), M. CHAUVIN (Saint-Martin-de-Boscherville), Mme COGNETTA (Sotteville-lès-Rouen), M. COUPARD LA DROITTE (Rouen), M. DEBREY (Fontaine-sous-Préaux), Mme DE CINTRE (Rouen), M. DEHAIL (Saint-Aubin-Celloville), M. DELALANDRE Jean (Duclair) jusqu'à 22h27, M. DELALANDRE Julien (Jumièges), M. DELAPORTE (Val-de-la-Haye), M. DELAUNAY (Saint-Jacques-sur-Darnétal), Mme DELOIGNON (Déville-lès-Rouen), Mme DEL SOLE (Yainville), M. DUFLOS (Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen) jusqu'à 22h27, Mme DUTARTE (Rouen), M. EZABORI (Grand-Quevilly), M. GAMBIER (Déville-lès-Rouen) jusqu'à 22h05, M. GRENIER (Le Houlme) jusqu'à 21h07, M. GRISEL (Boos), M. GUILBERT (Franqueville-Saint-Pierre), Mme HEROUIN LEAUTEY (Rouen), M. HIS (Saint-Paër), M. HOUBRON (Bihorel) jusqu'à 20h37, M. JOUENNE (Sahurs), Mme LABAYE (Rouen), M. LABBE (Rouen) à partir de 18h58, Mme LAMOTTE (Sainte-Marguerite-sur-Duclair), M. LANGLOIS (Amfreville-la-Mivoie), M. LARCHEVEQUE (Yville-sur-Seine), M. LECERF (Darnétal) jusqu'à 22h05, M. LE COUSIN (Saint-Etienne-du-Rouvray), M. LECOUTEUX (Belbeuf), M. LEFEBVRE (Anneville-Ambourville) jusqu'à 22h27, Mme LESAGE (Grand-Couronne), Mme MABILLE (Bois-Guillaume) à partir de 20h02, M. MARCHANI (Rouen), M. MARUT (Grand-Quevilly), M. MAUGER (Saint-Pierre-de-Varengeville), M. MAYER-ROSSIGNOL (Rouen), M. MENG (La Bouille), M. MERABET (Elbeuf), Mme MEZRAR (Saint-Pierre-lès-Elbeuf), M. de MONCHALIN (Rouen), M. MOREAU (Rouen), M. MOYSE (Saint-Etienne-du-Rouvray), Mme MULOT (Notre-Dame-de-Bondeville), M. NAIZET (Rouen), Mme NICQ-CROIZAT (Mont-Saint-Aignan), M. OBIN (Petit-Quevilly), Mme PANE (Sotteville-lès-Rouen), M. PELTIER (Isneauville), M. PEREZ (Bois-Guillaume), M. PONTY (Berville-sur-Seine), M. RAOULT (Grand-Couronne), Mme RAVACHE (Saint-Etienne-du-Rouvray), Mme RENOU (Sotteville-lès-Rouen), M. RIGAUD (Petit-Quevilly) jusqu'à 22h48, M. ROULY (Grand-Quevilly), M. ROUSSEL (Hautot-sur-Seine), M. ROYER (Hénouville) jusqu'à 21h40, Mme SANTO (Roncherolles-sur-le-Vivier), Mme SERAIT (Elbeuf), Mme SLIMANI (Rouen) à partir de 18h27, M. SORET (Rouen), M. SOW (Rouen) à partir de 19h09, M. SPRIMONT (Rouen), Mme THIBAUDEAU (Epinay-sur-Duclair) jusqu'à 22h17, M. TIMMERMAN (Sotteville-lès-Rouen), M. VENNIN (Le Mesnil-Esnard), M. VERNIER

(Sotteville-lès-Rouen), M. VEZIER (Le Mesnil-sous-Jumièges).

Mme BERTHEOL supplée M. MERLIN (Saint-Martin-du-Vivier)
M. QUESNE supplée M. PETIT (Quevillon).

Etaient représentés conformément aux dispositions de l'article L 2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

M. ANQUETIN (Saint-Aubin-Epinay) pouvoir à M. LANGLOIS, Mme ARGENTIN (Rouen) pouvoir à Mme CERCEL, M. BEREGOVOY (Rouen) pouvoir à Mme SLIMANI à partir de 21h28, Mme BERNAY (Malaunay) pouvoir à Mme BOULANGER, Mme CARON Marine (Rouen) pouvoir à M. BONNATERRE jusqu'à 22h48, M. DEMAZURE (La Neuville-Chant-d'Oisel) pouvoir à M. PELTIER, Mme DIALLO (Grand-Quevilly) pouvoir à M. EZABORI, M. DUCHESNE (Orival) pouvoir à M. BARON, Mme EL KHILI (Rouen) pouvoir à M. MOREAU, Mme FERON (Grand-Quevilly) pouvoir à M. MARUT, Mme FLAVIGNY (Mont-Saint-Aignan) pouvoir à M. HOUBRON jusqu'à 20h37, Mme GOUJON (Petit-Quevilly) pouvoir à M. OBIN, M. GRELAUD (Bonsecours) pouvoir à M. VENNIN, M. GRENIER (Le Houlme) pouvoir à M. LE COUSIN à partir de 21h07, Mme GROULT (Darnétal) pouvoir à M. LECERF jusqu'à 22h05, M. HUE (Quévreville-la-Poterie) pouvoir à Mme BONA jusqu'à 20h35, M. JAOUEN (La Londe) pouvoir à M. MERABET, M. LABBE (Rouen) pouvoir à M. LE COUSIN jusqu'à 18h58, M. LAMIRAY (Maromme) pouvoir à M. DELAPORTE, M. LE GOFF (Moulineaux) pouvoir à Mme LESAGE, Mme LESCONNEC (Rouen) pouvoir à M. VERNIER, M. LESIEUR (Sotteville-lès-Rouen) pouvoir à M. TIMMERMAN, Mme MABILLE (Bois-Guillaume) pouvoir à Mme BIVILLE jusqu'à 20h02, Mme MALLEVILLE (Rouen) pouvoir à Mme DE CINTRE, Mme MAMERI (Rouen) pouvoir à M. COUPARD LA DROITTE, M. MARCHE (Cléon) pouvoir à Mme MEZZRAR, M. MARTOT (Rouen) pouvoir à Mme NICQ-CROIZAT, M. MASSON (Saint-Aubin-lès-Elbeuf) pouvoir à M. CHAUVIN, Mme MEYER (Caudebec-lès-Elbeuf) pouvoir à Mme DELOIGNON, Mme MOTTE (Petit-Quevilly) pouvoir à M. BARRE, Mme RODRIGUEZ (Saint-Etienne-du-Rouvray) pouvoir à Mme MULOT, M. ROUSSEAU (Bardouville) pouvoir à M. PONTY, M. ROYER (Hénouville) pouvoir à M. MENG à partir de 21h40, M. SOW (Rouen) pouvoir à M. DE MONTCHALIN jusqu'à 19h09, Mme TOCQUEVILLE (Maromme) pouvoir à M. ROUSSEL, M. VION (Mont-Saint-Aignan) pouvoir à M. SPRIMONT, M. WULFRANC (Saint-Etienne-du-Rouvray) pouvoir à Mme RAVACHE.

Etaient absents :

Mme BONA (Ymare) à partir de 20h35
M. BONNATERRE (Caudebec-lès-Elbeuf) à partir de 22h48
Mme CARON Marie (Canteleu) à partir de 22h20
Mme CARON Marine (Rouen) fin de la représentation à 22h48
M. DELALANDRE Jean (Duclair) à partir de 22h27
M. DUFLOS (Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen) à partir de 22h27
Mme FLAVIGNY (Mont-Saint-Aignan) fin de la représentation à 20h37

M. GAMBIER (Déville-lès-Rouen) à partir de 22h05
Mme GROULT (Darnétal) fin de la représentation à 22h05
Mme HARAUX (Montmain)
M. HOUBRON (Bihorel) à partir de 20h37
M. HUE (Quévreville-la-Poterie) fin de la représentation à 20h35
M. LECERF (Darnétal) à partir de 22h05
M. LEFEBVRE (Anneville-Ambourville) à partir de 22h27
Mme MANSOURI (Rouen)
M. MEYER (Sotteville-sous-le-Val)
M. RIGAUD (Petit-Quevilly) à partir de 22h48
Mme SLIMANI (Rouen) jusqu'à 18h27
Mme THIBAUDEAU (Epinay-sur-Duclair) à partir de 22h17